



Xavier Camby forme les dirigeants à la gouvernance du futur. Il est l'auteur de «48 clés pour un management durable». www.esman.ch

Irresponsabilité sociale?

Texte: Xavier Camby

Peut-être, comme moi, opinez-vous, en signe d'acquiescement sincère et empreint d'un véritable esprit de justice, aux déclarations d'intentions de la RSE? Pas un bien-pensant, pas un universitaire, pas un dirigeant ne se soustrait à cette belle unanimité. Dans les faits pourtant, leurs diatribes volontaristes, ces déclarations militantes ou ces envolées idéalistes n'ont pour effet que d'obtenir des financements publics ou des labels douteux. Et ne semblent n'engager seulement, comme tant de promesses, que celles et ceux qui y croient. Pas ceux qui les prononcent... Cette RSE-là n'apparaît avoir la consistance que de trois lettres mortes...

Il convient de dénoncer ici une première imposture: seule l'entreprise (le E de RSE...) serait visée, comme seule susceptible d'être socialement irresponsable! La RSE embrasse de vastes sujets, qui concernent tout employeur. Premièrement, les conditions de travail, la protection de la santé physique et psychique des salariés. Les droits humains, l'écologie, la prévention de la corruption, l'éthique, la concurrence loyale, la protection des consommateurs ou des usagers, la transparence financière ou fiscale...

Les employeurs du secteur non-marchand seraient-il donc d'office déclarés, par principe, parangons de toutes les vertus laborieuses, exemplaires des meilleures pratiques? L'hôpital, l'université, les administrations, les ONG n'auraient-ils à répondre ni à justifier, aux motifs de leurs objets réputés socialement contributifs, de leurs responsabilités sociales? Affirmer la responsabilité sociale de l'employeur, et non pas seulement celle de l'entreprise, relève du réalisme autant que de la justice.

Une seconde imposture procède d'un étonnant byzantinisme: le néologisme (passablement abscons) du mot «sociétal», qui obscurcit la réalité pourtant simple et de bon sens, intelligible par tous, du mot «social». Cette confusion voudrait-elle élever la responsabilité – sociale ou sociétale – en des sphères intellectuelles si éthérées que personne

«Certaines organisations, toxiques à force de vouloir toujours performer plus avec toujours moins, afficheraient de très lourdes pertes si nos sociétés civiles leur refacturaient le coût des soins dispensés à leurs victimes.»

Xavier Camby

(sauf quelques élites auto-proclamées) n'y puissent accéder? Cette chinoiserie sémantique servirait-elle à nier que toute entreprise déjà siège au cœur de nos communautés vivantes, première créatrice des indispensables – et utilement sociales – créations valeurs ajoutées pérennes?

Il existe un dernier et principal argument à cette exigence de vérité: une troisième imposture nous corrompt, la plus dommageable, bien que dissimulée sous les écrans de fumée RSEiste! Il est trop certain que de nombreux employeurs, dans

leur course aveugle à l'externalisation absolue de toute chose, outsourcent (en anglais, cela semble plus sérieux) sans vergogne, scrupule ni conscience, les dramatiques conséquences humaines, sanitaires et sociales des agissements irresponsables qu'ils acceptent, couvrent ou promeuvent au sein des entités qu'ils prétendent «gérer».

Le surmenage, le stress, les détresses émotionnelles, les névroses d'angoisses et toutes leurs somatisations, jusqu'aux différentes formes de burnout, sont allègrement renvoyés, pour traitement, dans la sphère privée. De pseudos-thérapies, à base de camisoles chimiques ou de culpabilisations psychanalytiques, sont alors à la charge de nos collectivités sociétales. Parlons français: de nos communautés. Ainsi donc, plutôt que de les prévenir ou d'en guérir les causes, nos RSEistes hypocrites préfèrent n'en connaître que les symptômes, pour les dissoudre dans une inconsistance conceptuelle, afin d'en faire payer le prix – fort – à nos communautés innocentes.

Trop d'organisations, toxiques à force de vouloir toujours performer plus avec toujours moins, afficheraient de très lourdes pertes – au lieu de leurs maigres profits – si nos sociétés civiles, enfin responsables, leur refacturaient méthodiquement le coût des soins dispensés à leurs victimes. Est-ce une clé pour stopper la pandémie de burnout? Oui, je le crois. Il existe cependant un autre espoir, plus fondamental. Ceux qui s'adonnent sans retenue au management toxique et à l'irresponsabilité sociale, n'attirent plus aucun talent. Ils sont donc, malgré leur actuelle prolifération et comme jadis les dinosaures, une espèce en voie de disparition. ■